

développement accrue aux pays en développement afin de les aider à parvenir à l'autosuffisance à l'échelon national ou régional en matière de production alimentaire;

20. *Prie* le Conseil mondial de l'alimentation de continuer à étudier une série de mesures réalistes, dont l'ensemble constituerait un réseau mondial de sécurité alimentaire permettant d'assurer la stabilité des marchés internationaux et la continuité des approvisionnements alimentaires mondiaux, surtout pour les pays en développement, à des prix raisonnables et à des conditions que ces pays puissent se permettre, et de faire des recommandations à ce sujet;

21. *Demande* à tous les Etats d'envisager le renforcement de leur sécurité alimentaire nationale dans le cadre de leurs priorités nationales;

22. *Demande instamment* que soit conclu dès que possible un nouvel accord international sur le blé, contenant des dispositions économiques substantielles pour sauvegarder les intérêts des exportateurs comme des importateurs et reconnaissant la nécessité de clauses spéciales en faveur des pays en développement;

23. *Accueille favorablement* la décision du Fonds monétaire international de prévoir une compensation des coûts excessifs des importations de céréales dans le cadre des compensations qu'il accorde, au titre de sa facilité de financement compensatoire, en cas d'insuffisance des recettes d'exportation;

24. *Demande* à la communauté internationale d'encourager et d'appuyer, en leur accordant une priorité élevée, les efforts déployés par les pays en développement pour renforcer et compléter leurs programmes de coopération mutuelle dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture;

25. *Prie instamment* le Conseil mondial de l'alimentation de continuer, conformément à son programme de travail et dans la limite des ressources disponibles, à appuyer les réunions aux niveaux national et régional demandées par les gouvernements intéressés pour faciliter l'échange de données d'expérience dans le domaine de l'alimentation;

26. *Prie instamment* le Conseil mondial de l'alimentation, dans le contexte de son mandat, de mobiliser et de soutenir des efforts plus importants dans la lutte contre la faim, de poursuivre l'examen des principaux problèmes et questions de politique générale, ainsi que des mesures prises ou proposées pour les résoudre, et de faire rapport à ce sujet et de continuer à servir de mécanisme de coordination pour l'étude générale, intégrée et permanente de la coordination et du suivi efficaces, par tous les organes et organismes des Nations Unies, des politiques concernant la production alimentaire, la nutrition, la sécurité alimentaire, le commerce des produits alimentaires, l'aide alimentaire et les autres questions connexes;

27. *Prie instamment* la communauté internationale, lors de l'adoption de mesures multilatérales dans le secteur alimentaire, de tenir spécialement compte des problèmes et des intérêts des pays en développement producteurs et exportateurs de produits alimentaires.

103^e séance plénière
17 décembre 1981

36/186. Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

Rappelant le Programme d'action de la Conférence mondiale de l'alimentation¹¹¹, dans lequel figure la Déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition, adoptée par la Conférence¹¹²,

Rappelant également la Déclaration de principes et le Programme d'action adoptés par la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural¹¹³,

Notant avec préoccupation que la situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique s'est fortement détériorée au cours des deux dernières décennies et qu'il en est résulté une baisse de la production alimentaire par habitant et une réduction des normes diététiques moyennes, qui sont actuellement inférieures aux besoins essentiels,

Profondément préoccupée de l'envahissement progressif du désert dans de nombreux pays d'Afrique, ce qui a continué à aggraver le problème alimentaire dans le continent africain,

Notant qu'une décision sur l'alimentation et l'agriculture a été adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine lors de sa trente-sixième session ordinaire, tenue à Addis-Abeba du 23 février au 1^{er} mars 1981,

Profondément préoccupée par les pénuries alimentaires critiques qui sévissent actuellement dans de nombreux pays d'Afrique et qui obligent ces pays à consacrer à l'importation de denrées alimentaires une part malheureusement importante des rares devises dont ils disposent, au détriment de leur développement global,

Reconnaissant l'engagement et la détermination de l'Afrique à consacrer en priorité ses ressources limitées au développement agricole conformément au Plan d'action de Lagos en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa deuxième session extraordinaire, consacrée aux questions économiques, qui s'est tenue à Lagos les 28 et 29 avril 1980¹¹⁴,

Reconnaissant que les pays en développement sont eux-mêmes les premiers responsables du développe-

¹¹¹ *Ibid.*, première partie.

¹¹² *Ibid.*, chap. I^{er}.

¹¹³ Voir Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Rapport de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, Rome, 12-20 juillet 1979* (WCARRD/REP), première partie; communiqué aux membres de l'Assemblée générale par une note du Secrétaire général (A/34/485).

¹¹⁴ A/S-11/14, annexe I.

ment de leur production alimentaire et agricole et qu'ils s'efforcent de plus en plus, avec une détermination croissante, d'accélérer le développement de leurs secteurs alimentaire et agricole,

Reconnaissant le rôle des stratégies relatives au secteur alimentaire, conçues par le Conseil mondial de l'alimentation en tant que moyen permettant aux pays en développement intéressés d'adopter une approche intégrée en vue d'accroître leur production vivrière, d'améliorer la consommation et d'obtenir les ressources internationales supplémentaires nécessaires,

Reconnaissant le rôle central de la science et de la technologie dans l'accroissement de la productivité et de la production agricoles globales, de même que l'importance d'infrastructures appropriées telles que des installations de stockage et un système de transport favorisant la distribution efficace des produits agricoles à l'intérieur de chaque pays et dans tout le continent africain,

Rappelant sa résolution 35/108 du 5 décembre 1980, relative à la Décennie des transports et des communications en Afrique,

Soulignant que les pénuries actuelles de denrées alimentaires démontrent que de nombreux pays de la région restent exposés à des crises alimentaires du fait notamment des mauvaises récoltes, de la sécheresse, de l'érosion des sols, du faible niveau des réserves et des fortes pertes subies après la récolte,

Rappelant sa résolution 35/69 du 5 décembre 1980 concernant la situation critique de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique,

Notant qu'un important document sur le problème de la famine en Afrique, publié conjointement par l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture¹¹⁵, expose en plus grand détail la nature de la famine en Afrique et les moyens d'y mettre fin,

Notant avec satisfaction l'assistance bilatérale et multilatérale fournie aux pays africains, notamment par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds international de développement agricole, le Programme alimentaire mondial, la Banque mondiale et d'autres organisations compétentes,

Reconnaissant le rôle vital que joue une infrastructure de transport dans la situation alimentaire, notamment en cas de crise alimentaire,

Reconnaissant la contribution utile que la bonne application du Plan d'action de Lagos en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique peut apporter à l'amélioration de la situation alimentaire en particulier et à la rapidité du développement général de l'Afrique,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les problèmes alimentaires en Afrique¹¹⁶ et se déclare préoccupée de l'insuffisance des résultats obtenus dans l'application de la résolution 35/69;

2. *Prie instamment* tous les pays d'Afrique d'appliquer, compte tenu de leurs programmes et priorités de développement national, des mesures visant à accroître substantiellement leur production alimentaire et agricole;

3. *Demande* à la communauté internationale de continuer à appuyer les efforts entrepris par les pays africains aux niveaux national, sous-régional et régional pour augmenter la production alimentaire grâce notamment à l'octroi, sur une base prioritaire et à long terme, d'une assistance financière et technique supplémentaire à l'Afrique par les organismes des Nations Unies, tels que le Fonds international de développement agricole, le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que d'autres organismes s'occupant du financement du développement agricole, et à une augmentation des prêts de la Banque mondiale au secteur agricole en Afrique;

4. *Souligne* que l'assistance internationale ne devrait pas prendre uniquement la forme d'une aide alimentaire et de l'appui complémentaire correspondant, mais surtout devrait aussi étayer les efforts déployés sur le plan national pour relancer et développer la production agricole, notamment les cultures et l'élevage, dans les régions touchées;

5. *Prie instamment* les gouvernements et les organisations internationales intéressées de fournir l'aide technique, financière et alimentaire nécessaire aux projets de sécurité alimentaire entrepris dans la région, notamment dans les pays du Sahel et les pays soudanais, dans le cadre de leurs propres activités, y compris le renforcement du Programme d'assistance pour la sécurité alimentaire mondiale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, grâce à la participation des donateurs actuels et nouveaux;

6. *Demande* que l'adoption d'une approche positive et souple du financement du développement agricole soit envisagée d'urgence par les institutions et gouvernements extérieurs, qui financeraient notamment les dépenses renouvelables afférentes aux investissements et le coût des facteurs de production, et que le financement soit accordé à des conditions de faveur selon qu'il conviendra;

7. *Reconnaît* le rôle que jouent la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial dans la mobilisation d'une aide alimentaire et d'une assistance agricole en Afrique et demande aux pays donateurs actuels et nouveaux d'augmenter les ressources requises pour satisfaire les besoins de l'Afrique en matière d'aide alimentaire et de développement agricole;

8. *Recommande* que le Programme de lutte contre la trypanosomiose animale africaine et de mise en valeur des zones assainies, approuvé par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à sa vingtième session, dans sa résolution 8/79 du 28 novembre 1979, soit appliqué d'urgence sous la coordination d'ensemble de cette Organisation et avec l'appui financier et technique actif de la communauté internationale;

¹¹⁵ "La famine en Afrique" [document CM/1106 (XXXVI) de l'Organisation de l'unité africaine].

¹¹⁶ A/36/149.

9. *Prie instamment* tous les organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies d'intensifier leurs activités en Afrique pour aider les gouvernements, notamment dans les domaines relatifs à la production alimentaire, à la transformation des produits agricoles, à la recherche intégrée et aux services de vulgarisation;

10. *Prie aussi instamment* la communauté internationale d'aider les pays africains à réaliser, d'ici à 1985, les objectifs suivants :

a) Une amélioration importante de leur situation alimentaire et la mise en place des fondations qui permettront de parvenir à l'autosuffisance dans le domaine des céréales, du bétail et des produits de la pêche;

b) D'importants progrès vers une réduction de 50 p. 100 des pertes après la récolte, grâce notamment à la construction d'installations de stockage;

c) Une amélioration de l'infrastructure de transport afin de faciliter la distribution des produits alimentaires aux niveaux national, sous-régional et régional;

d) Des recherches agronomiques plus importantes et plus efficaces qui mettent en particulier l'accent sur l'amélioration des semences et la fourniture en quantité suffisante d'engrais, de pesticides et d'autres produits chimiques adaptés aux conditions existant en Afrique;

11. *Prie en outre instamment* tous les organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies de développer leurs programmes de formation en vue du renforcement des capacités nationales dans les domaines de l'élaboration, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation des projets de développement agricole;

12. *Prie* le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, agissant en consultation avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, de prendre toutes les mesures nécessaires, y compris l'organisation de réunions conjointes, en vue d'étudier les possibilités d'appliquer la résolution 35/69 de l'Assemblée générale et la présente résolution;

13. *Demande* que le Secrétaire général, agissant en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine et avec les organes et organismes des Nations Unies, dans le rapport final qu'il doit établir conformément à la résolution 35/69 :

a) Identifie les problèmes perçus comme s'opposant à la réalisation des objectifs énoncés au paragraphe 10 ci-dessus;

b) Évalue le montant des ressources extérieures nécessaires pour atteindre ces objectifs;

c) Fasse faire rapport sur le volume des ressources techniques et financières que le système des Nations Unies déploiera pour atteindre ces objectifs et suggère des moyens de trouver d'autres sources de financement;

d) Fasse faire rapport sur les plans d'action des organes et organismes compétents des Nations Unies qui appliqueront la présente résolution.

103^e séance plénière
17 décembre 1981

36/187. Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des États, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

Réaffirmant ses résolutions 32/197 du 20 décembre 1977 et 33/202 du 29 janvier 1979, relatives à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, ainsi que ses résolutions 34/215 du 19 décembre 1979 et 35/203 du 16 décembre 1980, relatives à l'application de la section VIII de l'annexe à la résolution 32/197,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 35/203 de l'Assemblée générale¹¹⁷, des observations du Secrétaire général¹¹⁸ au sujet du rapport du Corps commun d'inspection sur les rapports entre le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et les entités du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies¹¹⁹ et du rapport du Secrétaire général sur l'application de la section IV de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée¹²⁰,

1. *Décide* de transmettre au Conseil économique et social, pour examen à sa seconde session ordinaire de 1982, le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 35/203 de l'Assemblée générale et les observations de celui-ci au sujet du rapport du Corps commun d'inspection et d'examiner de nouveau la question des rapports entre le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et les entités du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à sa trente-septième session, à la lumière des débats du Conseil, en vue de continuer à appliquer pleinement la section VIII de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée;

2. *Décide également* d'examiner de nouveau, à sa trente-septième session, la question des incidences du processus de restructuration sur les commissions régionales, dans le contexte général de sa résolution 32/197 et à la lumière des observations supplémentaires que formuleront le Comité du programme et de la coordination à sa prochaine session, qui doit se tenir en 1982, et le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1982.

103^e séance plénière
17 décembre 1981

36/188. Problème des restes matériels des guerres

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2995 (XXVII), 2996 (XXVII) et 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972, relatives à la coopération entre les États dans le domaine

¹¹⁷ A/36/477.

¹¹⁸ A/36/419/Add.1.

¹¹⁹ Voir A/36/419.

¹²⁰ A/36/577.